L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

Troisième année - N° 110 - Vendredi 23 août 1991 - ISSN 0995-0583 - Prix 6 F

Spécial URSS



La démocratie s'impose

Fonds Jean Jaurès

Comme l'an passé, l'actualité nous a fait rentrer de vacances. Ce numéro "spécial URSS" que vous lisez a été préparé dans l'urgence. Dès la semaine prochaine, avec le numéro 111, vous retrouverez vos 24 pages hebdomadaires.

CETTE SEMAINE

3 • Mobilisation internationale
• Le Parlement face aux tanks
4 Du collectivisme au marché
5 Les socialistes en tête du soutien à la démocratie
6 • La France toujours aux côtés de Gorbatchev
• La restructuration de l'économie s'impose
7 L'armée et le KGB recommenceront

"Vendredi" 10, rue de Solferino Paris 7e. Directeur de la publication : B. Roman • Imprimerie : Avenir Graphique - Torcy • N° Commission paritaire : 10.889 • Crédits photos : Sygma (p. 1) ; Cast News / Sipa-press (p. 4) ; Laski / Sipa-press (p. 6).

★ LA LONGUE MARCHE DE LA PERESTROÏKA ★

1985 *A la mort de Constantin Tchernenko, Mikhaïl Gorbatchev, jeune apparatchik au dessus de tout soupçon, (il est membre titulaire du politburo depuis 1980) est élu, le 11 mars, secrétaire général du Parti communiste soviétique. La perestroïka -ou restructuration économique- fait son entrée dans le vocabulaire international. Premières mesures visant à libéraliser l'économie.*
En novembre, Gorbatchev signe avec Ronald Reagan un accord de principe sur la réduction de 50% des arsenaux nucléaires.

1986 *Le dissident Andreï Sakharov retrouve enfin la liberté.*

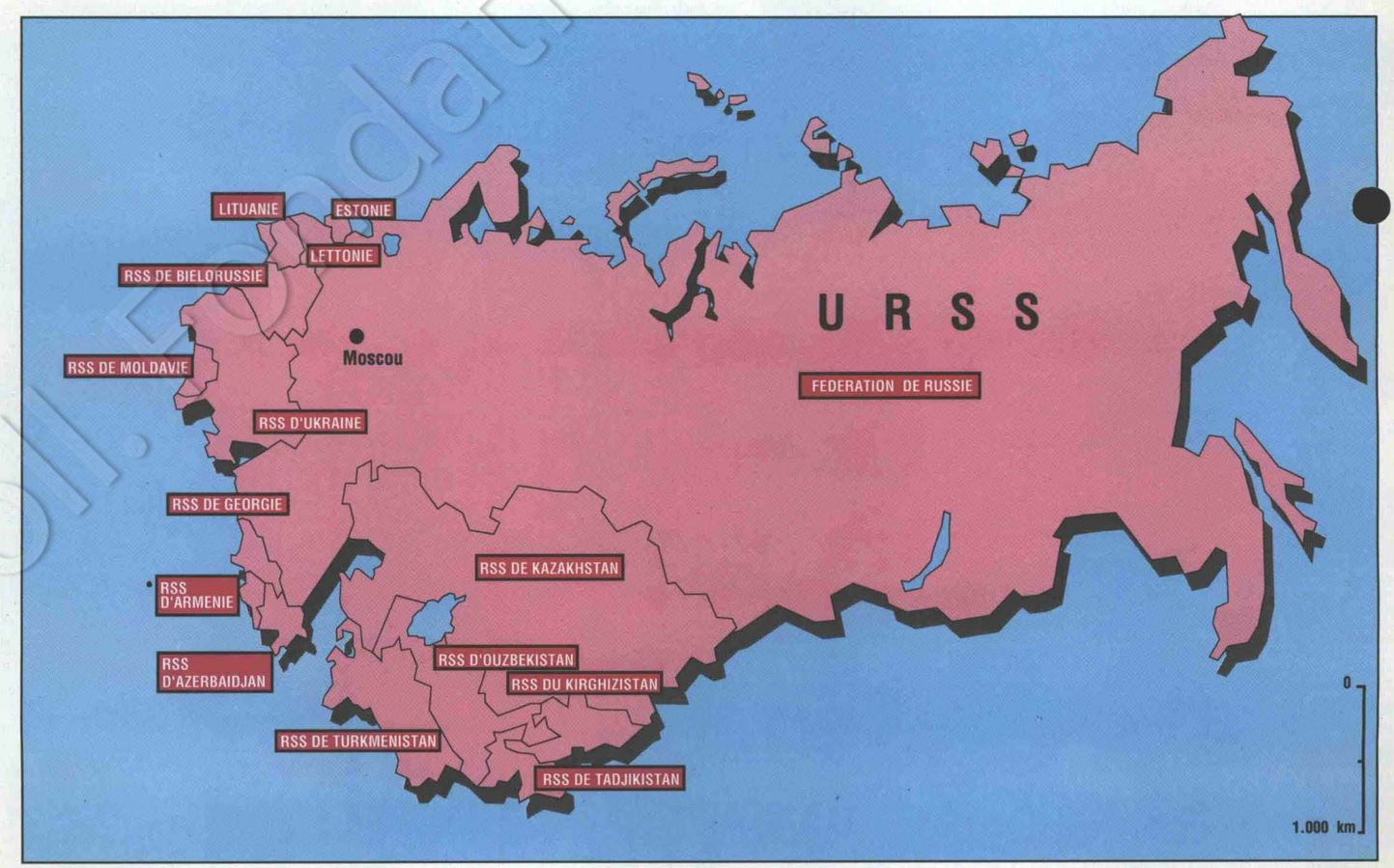
1987 *La glasnost -ou transparence- s'accélère, notamment à travers la libéralisation de la presse. En juin, un plenum du comité central ratifie des propositions sur une "refonte radicale de la gestion de l'économie". Signature d'un traité entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique sur le démantèlement des forces nucléaires intermédiaires.*

1988 *La perestroïka se concrétise, aussi bien sur le plan économique (loi sur l'autonomie des entreprises, sur les coopératives...) que politique (réorganisation du Parti, réforme de la Constitution). Le 1er octobre, Gorbatchev est élu chef de l'Etat par le Soviet suprême. Les conservateurs commencent à traîner des pieds : un manifeste hostile au processus de libéralisation est publié. Les différentes républiques donnent de la voix : revendication par l'Arménie sur l'enclave du Haut-Karabakh, située en Azerbaïdjan, manifestations nationalistes dans les républiques baltes, le Parlement estonien proclame la primauté de ses lois sur celles de l'URSS. 1988, c'est aussi le retrait des forces soviétiques d'Afghanistan.*

1989 *La démocratie pointe son nez. Candidatures multiples aux élections au Congrès des députés du peuple. Boris Eltsine est élu, au premier tour, à Moscou, avec 85% des voix.*
La situation intérieure se dégrade. Les grèves des mineurs s'éternisent, tandis que les conflits interethniques se multiplient en Géorgie, dans le Haut-Kharabakh, en Ouzbékistan, au Kazakhstan. Le sang coule.
Au plan international, Gorbatchev a droit à la reconnaissance des pays de l'Europe de l'Est qu'il a laissés se dépouiller des oripeaux communistes. Symbole : le 9 novembre tombe le mur de Berlin.

1990 *Renforcés par les résultats aux élections de leurs parlements, les républiques baltes entament un bras de fer avec Gorbatchev pour imposer leur indépendance. Blocus de la Lituanie.*
L'abrogation du rôle dirigeant du PC est approuvée par le Congrès du peuple, un régime présidentiel est instauré.
Le 16 juillet, Gorbatchev et Kohl s'accordent sur l'appartenance de la future Allemagne unie à l'Alliance atlantique, recomposition des équilibres de l'Europe.
Malgré l'aggravation de la situation économique, confusion et reculades autour d'un programme visant à introduire une économie de marché. Gorbatchev semble faire des concessions aux conservateurs. En décembre, peu après qu'Edouard Chevardnadzé eut démissionné en invoquant "une avancée de la dictature", Guennadi Ianaev est élu vice-président.

1991 *Assaut de difficultés pour Gorbatchev : l'intervention de l'armée dans les pays baltes et les morts lituaniens inquiètent les Occidentaux. Rien ne va plus avec Boris Eltsine qui, en février, réclame la démission du président soviétique. Le raccommodage s'opère autour des négociations sur le futur traité de l'Union qui régentera les relations entre Moscou et républiques. Signature prévue le 20 août.*
Le 17 juillet, à Londres, Gorbatchev n'obtient pas des sept pays les plus riches toute l'aide attendue.
Lundi 19 août, un "Comité pour l'état d'urgence" annonce que Gorbatchev est écarté du pouvoir, car "incapable d'assumer ses fonctions pour raisons de santé".



AFP infographie - francis Nallier

Col. Fondation Dubuffet

mobilisation internationale pour la démocratie

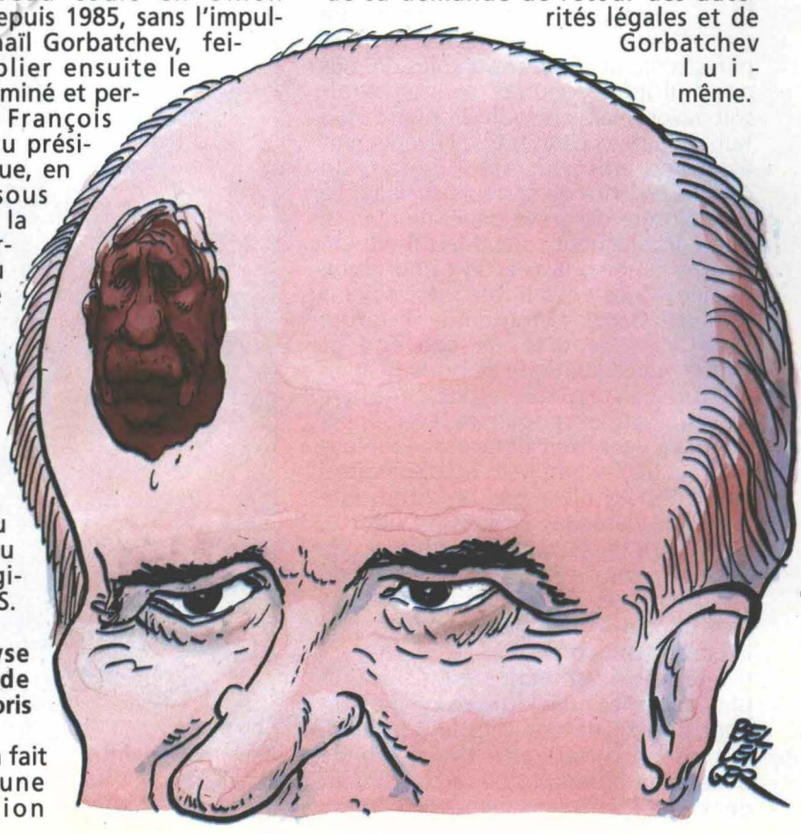
Le moment choisi par les auteurs du putsch manqué a surpris. Comme son impréparation. Dès les premières heures, le PS a réclamé le retour au pouvoir des autorités légales et de M. Gorbatchev. C'est chose faite. Mais le maintien de la démocratie suppose une politique sociale hardie, estime Gérard Fuchs.

Pourquoi ce putsch, maintenant ?
Gérard Fuchs, secrétaire national aux Relations internationales. Depuis plusieurs mois, l'hypothèse d'une tentative de restauration de l'ordre ancien par les conservateurs était ouvertement évoquée. Cela avait été le thème de la démission de E. Chevardnadzé. C'était l'avertissement lancé à la fin de la semaine dernière par A. Iakovlev.
Pour autant, le moment en a surpris tout le monde. Et, a posteriori, on peut en dire autant de son impréparation.
Dès le départ, la crédibilité de ce qu'on ne peut appeler autrement qu'un putsch militaire m'a paru en question du fait de la non-arrestation immédiate de Boris Eltsine. Soit elle signifiait un respect de la démocratie à travers la personne du président élu de la république de Russie, qui paraissait étonnant. Soit un manque de moyens ou une incertitude sur les objectifs, qui se sont confirmés par la suite.
Il est vrai qu'un tel coup d'Etat, que Pierre Mauroy a qualifié, à juste titre, de "réactionnaire, antidémocratique et liberticide", ne pouvait avoir de perspective. Ce n'était pas le retour des hommes du passé qui allait permettre de surmonter les difficultés économiques. Ce n'était pas la mise en cause de la démocratie qui allait freiner la volonté d'autonomie des républiques. Ce n'était pas le risque de guerre civile, voire de retour extérieur à la guerre froide, qui allait engendrer la sympathie de la communauté internationale.

La réaction des socialistes a été immédiate...
Dès les premières heures, la position du PS s'est organisée autour de deux affirmations :
• le soutien aux forces démocratiques face à un putsch qu'on ne pouvait considérer comme irréversiblement réussi ;
• la non-reconnaissance de ce putsch et la demande catégorique de restauration des autorités légitimes du pays.

Que pensez-vous de l'attitude de l'opposition française ?
Je veux condamner avec la plus grande force l'attitude de l'opposition tentant d'utiliser un événement dramatique de politique extérieure à des fins de politique intérieure. Feignant d'oublier d'abord qu'il n'y aurait pas eu de nouveau cours en Union Soviétique depuis 1985, sans l'impulsion de Mikhaïl Gorbatchev, feignant d'oublier ensuite le soutien déterminé et permanent de François Mitterrand au président soviétique, en passant sous silence enfin la situation personnelle du président de l'URSS, l'opposition n'a pas défendu la seule issue souhaitable et nécessaire à la crise, le retour au pouvoir du président légitime de l'URSS.

Quelle analyse faites-vous de l'action de Boris Eltsine ?
Boris Eltsine a fait preuve d'une détermination qui a pesé fortement dans l'évolution positive de la situation. Au cours de ces trois journées terribles, la force du président de la Russie a été double : il l'a tirée de son propre statut de président directement élu, mais aussi de sa demande de retour des autorités légales et de Gorbatchev lui-même.



★ LE PARLEMENT ★
FACE AUX TANKS

Formidable symbole que ce Parlement de Russie où s'étaient rassemblés élus et démocrates au plus fort du danger. Courage, conviction et détermination étaient sensibles jusque sur les images des télés dans les couloirs de cette "Maison Blanche" moscovite et dans le ton des déclarations pleines de sang-froid des personnalités comme des inconnus solidaires dans ces longues nuits de veille.
Formidable symbole que cette maison du peuple jouant si totalement son rôle d'emblème de la démocratie face aux tanks pour répéter au monde que la liberté du peuple de choisir ses représentants et son destin ne peut lui être repris par personne. Formidable leçon donnée à nous, Français, qui oublions trop vite dans quel luxe de démocratie nous vivons. A nous qui malmenons si volontiers notre classe politique comme notre représentation nationale et négligeons même d'exercer notre droit de vote.

Lyne Cohen-Solal

Ne regrettez-vous pas, aujourd'hui, l'attitude réservée du PS par rapport à Boris Eltsine, lors de sa visite en France ?
Certains nous ont effectivement demandé s'il n'était pas gênant de soutenir aujourd'hui celui que nous avons parfois critiqué hier. Ma réponse est simple : lorsque Eltsine soutient sans réserve le processus démocratique et celui qui le conduit, nous le soutenons lui-même sans réserve.

Le processus démocratique va-t-il se poursuivre après l'échec du putsch ?
L'avertissement de ces derniers jours doit être absolument entendu. Sinon, nous aurions à faire face à nouveau à d'autres drames. La communauté internationale doit se mobiliser massivement pour contribuer à la stabilisation du processus démocratique en URSS et dans les républiques.
L'échec du putsch ne signifie pas la fin des difficultés économiques et sociales. La restauration du marché, pour indispensable qu'elle soit, risque même de les accroître encore. Le maintien de la démocratie suppose aussi une politique sociale hardie, conduite par une puissance publique déterminée et dotée de moyens significatifs. La fin, qu'on peut espérer, cette fois, définitive du communisme à Moscou, ne signifie pas pour nous le triomphe du capitalisme.

Propos recueillis par Ghislaine Toutain

du collectivisme au marché ?

L'URSS n'est pas la Chine. Les puschistes ont perdu la partie. Mais la lancinante menace du chaos économique pèse sur le sort de la démocratie.

Pourquoi ces putschistes au savoir expéditif et limité croyaient-ils pouvoir l'emporter ?
Evidemment parce qu'ils étaient persuadés que la population soviétique, profondément déçue par l'échec économique de la perestroïka et souffrant de plus en plus des multiples pénuries, se montrerait soit favorable, soit indifférente. Et, de fait, on a pu constater que l'événement était accueilli avec apathie dans un certain nombre de secteurs sociaux. Le mot d'ordre de grève générale n'a été que partiellement suivi. Mais il y a eu, heureusement, la réaction énergique de centaines de millions de citoyens résolus à barrer la route à la dictature et, il faut le dire, le courage et l'intelligence politique de Boris Eltsine.
Les putschistes, eux, n'ont bénéficié d'aucun soutien populaire. Le rapport de forces leur était défavorable. Il leur fallait faire Tien-an-Men ou disparaître. Or, la Russie n'est pas la Chine. Elle vient de vivre des années de liberté, d'élections libres, de presse libre et elle a besoin, plus que la Chine, de l'aide étrangère. Les chefs militaires et ceux du KGB ont compris, les premiers, que la partie était perdue.
Il n'en reste pas moins que les républiques soviétiques qui voient maintenant s'ouvrir devant elles la possibilité d'avoir une nouvelle Union ou de devenir indépendantes se retrouvent devant la lancinante menace du chaos économique. La preuve a été faite que la politique d'atermoiements et de demi-mesures poursuivie par Gorbatchev ne peut qu'aggraver cette menace. Mais quelle autre politique est-elle possible ? Le passage rapide de l'économie administrée à l'économie de marché se heurte à d'énormes obstacles sociaux et culturels. On ne crée pas, par un coup de baguette magique, une génération de véritables entrepreneurs et on ne force pas, du jour au lendemain, des millions de salariés à changer leur rythme de travail et à accepter la perte de la sécurité de leur emploi.
C'est pourquoi, s'il est nécessaire d'introduire progressivement les mécanismes du marché (ce qui est possible même dans le cadre d'un système autoritaire, l'exemple chinois le prouve), il faudra bien tenir compte de l'importance que conservera, pour de longues années, le secteur public. Et c'est dans la façon de gérer cette économie mixte que se joue, en réalité, le sort de la démocratie dans les républiques soviétiques mais aussi dans ces pays de l'Europe centrale qui sont déjà entrés dans l'ère du postcommunisme.
C'est de cette réalité, et non des schémas libéraux traditionnels, que nous devons tenir compte dans l'aide qu'il nous faut apporter aux fragiles démocraties de l'Est.

Gilles Martinet



▲ *Retranché au Parlement, le 20 août, lendemain du coup d'Etat, Boris Elstine fait preuve d'une incontestable intelligence politique.*

REAGISSANT DES LUNDI CONTRE LE PUTSCH

les socialistes en tête du soutien à la démocratie

Heure après heure, alors que l'annonce des événements dramatiques de Moscou nous arrivaient, les responsables du Parti ont réagi avec vigueur et clarté. Dès lundi matin, la tentative de coup d'Etat était condamnée, et le soutien à Gorbatchev affirmé. Mardi, nous répondions à l'appel des démocrates en organisant un vaste soutien. Mercredi, avec le soulagement, la vigilance restait de mise. Une délégation doit se rendre à Moscou pour appuyer notre solidarité aux démocrates et un comité directeur convoqué dès mercredi.

19 AOUT 1991, 10 HEURES

Pierre Mauroy, au nom du Parti socialiste, manifeste sa plus vive inquiétude face aux événements d'Union Soviétique. Il condamne une tentative de coup d'Etat dont les conséquences seraient considérables tant pour le peuple soviétique que pour les progrès de la paix dans le monde.

Il reste convaincu que seule la poursuite de réformes démocratiques et économiques fondamentales, telles qu'elles avaient été engagées dans le cadre de la perestroïka peuvent sortir l'URSS des difficultés auxquelles elle est confrontée.

Il serait illusoire de penser que le refus de pousser plus loin les réformes -et, a fortiori, un retour en arrière- puisse offrir une quelconque perspective à l'Union Soviétique que le président Gorbatchev, dont nous avons salué l'action courageuse, avait enfin menée sur la voie des transformations démocratiques.

Communiqué du PS

20 AOUT 1991, 17 HEURES

Dès hier matin, j'ai condamné la tentative de coup d'Etat de Moscou, estimant que ses conséquences, en cas de réussite, ne pouvaient qu'être négatives pour le peuple soviétique et dangereuses pour la paix.

Ma conviction est en effet que la nouvelle direction soviétique, si elle parvient à s'installer durablement au pouvoir, ne peut qu'accélérer les processus négatifs qu'elle entend précisément enrayer.

A l'intérieur, le coup peut accélérer la désintégration de l'Union Soviétique. L'état d'urgence aboutit en effet à bafouer dans les républiques, à commencer par la Russie, des pouvoirs démocratiquement élus. Pour préserver l'exercice de leur légitimité, ceux-ci peuvent alors être d'autant plus tentés par une sécession complète.

En outre, à l'évidence, ce coup d'Etat ne peut constituer une véritable alternative économique. Comment pourrait-on régler par des méthodes administratives des carences qui sont précisément liées à l'économie administrée ? Il est vrai que, dans les mois écoulés, la timidité des réformes économiques mises en œuvre a encore accru la désorganisation. Mais ce n'est ni le KGB ni l'armée qui relanceront un appareil de production et de distribution sclérosé par soixante-dix ans d'absence d'initiatives décentralisées.

A l'extérieur, c'est tout le processus de désarmement engagé par Mikhaïl Gorbatchev qu'une prise de pouvoir militaire peut mettre en cause. La destruction des euromissiles, les traités sur la réduction des forces conventionnelles en Europe et, plus récemment, sur la réduction des armements stratégiques américains et soviétiques, ont créé une atmosphère nouvelle qui a permis la réduction des budgets de défense de la plupart des grandes puissances. Comment accepter la mise en cause d'un tel processus ?

Aujourd'hui je veux dire, au nom du Parti socialiste, à ceux qui ont organisé ce putsch réactionnaire, antidémocratique et liberticide, notre indignation la plus totale et le refus de notre reconnaissance.

Leur réussite n'est d'ailleurs pas encore acquise et, dans les heures dramatiques que nous vivons, nous ne désespérons pas. C'est pourquoi nous sommes aux côtés de tous ceux qui n'acceptent pas la violation du droit et des libertés, ceux qui manifestent en ce moment à Moscou ou à Leningrad. Nous saluons le combat de Boris Eltsine, président élu de Russie. Nous soutenons l'appel lancé par Edouard Chevardnadze et Alexandre Iakovlev.

Le Parti socialiste demande le respect de la légalité et de l'Etat de droit, la restauration des pouvoirs élus et, donc, la libération et le retour de Mikhaïl Gorbatchev, désigné par le Soviet suprême, dont les membres sont, pour l'essentiel, des élus du suffrage universel.

Il soutient les décisions et les menaces de sanctions qui viennent d'être adoptées par la Communauté européenne à La Haye.

Il n'est pas concevable, après les avancées de la liberté et de la paix que le monde a connues ces dernières années, d'accepter le risque d'un retour en arrière et d'une nouvelle glaciation. Ceux qui prendraient cette responsabilité rencontreraient l'opposition résolue de tous les démocrates du monde et, pour commencer, celle des socialistes et sociaux-démocrates français et européens.

Déclaration de Pierre Mauroy

21 AOUT 1991, 17 HEURES

Le Parti socialiste a appris avec soulagement et une très grande satisfaction l'échec du putsch réactionnaire, antidémocratique et liberticide en Union Soviétique.

Il confirme les déclarations faites par Pierre Mauroy, le 20 août. La résolution des manifestants de Moscou, Leningrad et d'autres républiques, la détermination d'hommes comme Boris Eltsine, l'engagement de la communauté internationale, ont permis d'éviter le pire.

L'initiative absurde des nostalgiques de l'ancien régime n'aurait pu engendrer que régression démocratique, détérioration économique accrue, menaces sur la paix intérieure, voire extérieure.

Le Parti socialiste confirme son soutien à l'évolution démocratique menée sous l'impulsion de Mikhaïl Gorbatchev. Il estime indispensable la restauration rapide des autorités légitimes.

Il dénonce à cet égard les prises de position de l'opposition française qui, depuis trois jours, a complètement passé sous silence le rôle déterminant du président de l'URSS.

Il apporte son plein soutien au président de la République qui n'a, au contraire, cessé, depuis 1985, de soutenir les nouvelles orientations données à l'Union Soviétique par Mikhaïl Gorbatchev.

La communauté internationale doit maintenant se mobiliser pour contribuer à stabiliser la transition démocratique en URSS et dans les républiques.

L'avertissement de ces derniers jours doit absolument être entendu. La France devra continuer, notamment au sein de la Communauté européenne, d'être en première ligne.

Pour exprimer sa profonde solidarité avec le peuple soviétique et ses forces démocratiques, le bureau exécutif a décidé de l'envoi dans les jours à venir, d'une délégation conduite par son premier secrétaire.

Communiqué du bureau exécutif

★

UNIVERSITES D'ETE A RAMATUELLE

Il reste encore quelques places !

- Université d'été du P.S, 31 août au 4 septembre : 800 F.
- Université d'été de la FNSER, 4 septembre au 7 septembre : 1 250 F.

Contacter au plus vite le secrétariat national à la Formation ☎ 45.56.78.68



la France toujours aux côtés de Gorbatchev

Alors que le gouvernement et les socialistes condamnaient, dès lundi et avec force, le coup d'Etat en URSS, la droite se lançait dans une polémique franco-française et le PC se divisait une fois de plus.

Comme l'été dernier, des événements de dimension internationale ont précipité la rentrée de la classe politique française. Le coup d'Etat en Union Soviétique a suscité des prises de position qui ont ranimé une scène politique hexagonale quelque peu alanguie en période de vacances. Dès lundi soir, François Mitterrand condamnait la destitution de Mikhaïl Gorbatchev et vouait le putsch de la nouvelle direction soviétique à l'échec : "C'est un changement à contre-courant. Cela fait bientôt six ans, en tout cas cinq ans de perestroïka que les Soviétiques, tous les peuples de l'Union Soviétique, et particulièrement les Russes, sont habitués à un début de démocratie (...). On ne peut pas revenir en arrière. On peut mettre des crans d'arrêt, mais tout cela saute. Le changement intervenu brutalement en Union Soviétique peut interrompre, mais je ne pense pas qu'il puisse arrêter le mouvement de démocratisation." La suite des événements devait donner raison au président de la République dont la condamnation du coup de force, jugée d'abord timorée par de nombreux commentateurs et l'opposition, était réaffirmée avec force par Roland Dumas et Hubert Védrine dès le lendemain. Par la voix de Pierre Mauroy, puis à l'unanimité du bureau exécutif (voir page 5), le PS apportait un soutien sans ambiguïté à Mikhaïl Gorbatchev et au processus de démocratisation lancé dans le cadre de la perestroïka. Une mission du Parti socialiste devrait s'envoler pour Moscou réaffirmer son appui au président soviétique de nouveau au pouvoir. Quant à la droite, si elle condamnait le coup d'Etat, elle ne s'émeuvait guère du sort, incertain pendant quelques jours, de Mikhaïl Gorbatchev. Elle ne craignait pas de sombrer dans le ridicule lorsqu'elle relançait une polémique franco-française. Michèle Alliot-Marie, secrétaire général adjoint du RPR, chargé des relations internationales, accusait François Mitterrand de "complaisance" à l'égard des "régimes marxistes et socialistes durs". Enfin, Valéry Giscard d'Estaing n'hésitait pas à demander la convocation du Parlement en session extraordinaire... alors qu'il commençait à devenir évident que le putsch était en train de se déliter. Il se voyait sévèrement remis en place par François Mitterrand, mercredi soir : "Je ne vois pas comment nous pourrions laisser un certain nombre de responsables, qui n'ont pas de sang-froid, gouverner un jour la France. Il ne faut pas tomber dans le dérisoire ; la France n'était pas en danger." Il rappelait, au passage, la position de la France, à Londres, en juillet dernier, en faveur de l'aide économique demandée par Gorbatchev aux pays les plus industrialisés.

Au PC, la crise soviétique approfondissait le fossé entre la direction et les contestataires. Certes, le bureau politique jugeait que "les conditions d'éviction de Mikhaïl Gorbatchev de ses responsabilités sont inacceptables" mais "L'Humanité" dressait un bilan totalement négatif de la perestroïka qui confirme que les dirigeants du PCF ont toujours soutenu à contre-cœur les réformes engagées depuis 1985. De leur côté, les opposants à l'équipe Marchais estimaient, à l'instar de Charles Fiterman, que la prise de position du PCF est une "condamnation qui n'en est pas une". Pour Claude Poperen, "inadmissible est l'attitude du PCF" car "il se refuse à condamner sans ambiguïté ce complot (...) et développe, au contraire, un argumentaire qui conduit à justifier ce coup d'Etat." Il a suffi d'un putsch manqué en Union Soviétique pour que la vie politique française retrouve ses marques. La rentrée promet d'être chaude...

Jean-Pierre Bedeï

la restructuration de l'économie s'impose

"Vendredi" a demandé à Charles Urjewicz, professeur à l'Ecole des Langues orientales et spécialiste de l'URSS, d'expliquer les graves difficultés de l'économie.

Où en est l'économie soviétique aujourd'hui ?

Charles Urjewicz. A la mi-août, un institut économique soviétique de très haut niveau, qui dispose des chiffres réels, a publié une analyse très pessimiste sur les perspectives économiques de cette année. Il prévoit une baisse d'environ 13% de la production industrielle et une multiplication par 1,7 de son incapacité à répondre aux besoins de consommation.

★ YVES LACOSTE *: "L'ARMÉE ET LE KGB RECOMMENCERONT" ★

Ce coup d'Etat manqué va-t-il accélérer la dislocation de l'Empire ?
Absolument. Les dirigeants des républiques auront beau jeu désormais de dire qu'ils ne veulent pas se trouver embarqués dans de nouvelles tentatives putschistes au moment où ils instaurent la démocratie chez eux, que l'indépendance leur est nécessaire.

Le putsch manifeste-t-il le risque permanent d'un retour à la guerre froide ou son échec signe-t-il l'acte de décès du national-communisme ?
La raison principale de l'échec des putschistes, c'est le rôle de l'armée : elle n'a pas voulu engager l'épreuve de force. Seconde observation : à l'exception d'une minorité politisée, la masse de la population a peu bougé. Mais les raisons du désarroi demeurent. Considérer l'échec des putschistes comme une victoire du peuple serait complètement fallacieux.
Tous les risques de coup d'Etat ne sont pas écartés. Celui-là, manifestement mal préparé, a échoué. Cela ne signifie pas que l'armée ou le KGB ne recommenceront pas.
Tôt ou tard, la rivalité entre les deux super-puissances se réveillera. Il ne s'agira plus de l'affrontement du communisme et du capitalisme, mais un rapport de forces se rétablira inexorablement. Les Russes sont un grand peuple. Les firmes américaines qui s'installent là-bas leur imposent leurs conditions. Sur le plan international, l'Union Soviétique a été obligée d'accepter, au Moyen-Orient comme dans les pays baltes, des décisions qui déplaisent fondamentalement aux Russes. Tout cela est pour eux difficile à supporter. N'oublions pas qu'en décembre dernier, le patron du KGB accusait la CIA d'être responsable de la désorganisation dans le pays !

Et Boris Eltsine ?
Il est le héros de l'opération. Gorbatchev revient au pouvoir affaibli. Le Parlement russe et, au-delà, la Russie tout entière, vont proclamer qu'ils ont sauvé la démocratie. Le nationalisme russe sort grand vainqueur de cette affaire.

Propos recueillis par Patricia Jaffray

** Géographe, directeur de la revue "Hérodote".*

D'ou vient cette dégringolade?
Tout est désorganisé, et le coup d'Etat n'a rien dû arranger. On a mis en place des réformes -comme le plan qui, en 500 jours, devait mettre en place l'économie de marché-, sans détruire l'ancien système, mais elles se sont toutes avérées incapables de faire tourner l'économie et de la mettre sur de nouvelles voies. Elles ont toujours été feinées, sabotées, soit au plan institutionnel par des lois, des décrets, soit tout simplement par la bureaucratie, le complexe militaro-industriel, la tradition soviétique qui s'opposait de façon systématique à la mise en place de nouvelles méthodes de gestion.
Cette incapacité à mettre en place des nouvelles structures capables de fonctionner de manière synchronisée s'accompagnait, malgré tout, de changements, de réformes assez profondes dans l'économie. Maintenant, par exemple, les entreprises soviétiques disposent d'une certaine autonomie : elles peuvent choisir leurs partenaires, extérieurs et intérieurs, faire les prix, tenter d'obtenir la rentabilité maximale. L'économie n'est plus planifiée, c'est une sorte de sauve-qui-peut.
On retrouve la même désorganisation à l'échelon des républiques. Pratiquement chacune d'elles a proclamé sa propre souveraineté ou son indépendance. Cela ne fait qu'accentuer la désorganisation dans la mesure où elles n'ont pas eu le temps de remplacer les anciens liens par de nouveaux. Chacun tire à hue et à dia. Plus personne ne respecte les contrats. La désorganisation totale dans les livraisons est aussi une des causes de la baisse de la production. Mais il y a aussi l'incapacité des pouvoirs à maintenir une certaine rigueur, en particulier sur les salaires et sur les prix. En mars a eu lieu une hausse d'environ 200% des prix des produits de base.

On a dit que les conservateurs avaient joué la politique du pire en bloquant les stocks...
Ils ont peut-être tenté de saboter, mais il n'est pas évident qu'ils aient réussi à constituer de très gros stocks. Je ne pense pas que le sabotage soit l'élément essentiel.
La formation des hommes pose autant de problèmes que la désorganisation de l'économie. Les économistes soviétiques sont très mal préparés à assurer la transition. Très peu savent ce qu'est une économie de marché : ils sont passés du mépris de l'époque de Brejnev à son égard à une espèce de fascination émerveillée. Il y a un énorme travail de formation à faire après plus de 60 ans d'économie dirigée. Il est très difficile de faire comprendre aux individus la nécessité de réformes extrémement profondes. C'est d'autant plus difficile que le chômage, qui frappe déjà certaines régions, inquiète la masse de la population soviétique : on a ouvert des bureaux de chômage, on était en train de mettre en place une législation sociale qui prenait en charge dans une certaine mesure les chômeurs. Il n'empêche : il existe une très grande angoisse face à l'avenir. On parle trop peu de cela, qui, pourtant, expliquerait bien des choses, en particulier l'apathie. Je n'imagine pas des millions de prolétaires soviétiques aller dans la rue en criant : "Vive la perestroïka et le chômage !". Jusqu'à présent, ils vivaient mal, mais ils avaient un minimum assuré, tandis que, maintenant, ce minimum n'est même plus assuré.

Les difficultés sont-elles uniquement liées aux réformes tentées par la perestroïka ?
Il ne faut pas oublier les causes endémiques, qui remontent plus loin que la perestroïka. Depuis le début des années 80, il est évident pour les spécialistes que l'URSS s'appauvrit et Gorbatchev, à l'époque, faisait partie des politiques qui étaient en contact avec ces économistes russes qui prévoyaient la catastrophe. Tant que l'URSS vendait son pétrole, elle ne vivait pas trop mal. Mais le cours des matières premières a beaucoup baissé et l'URSS n'est même plus capable d'assurer son approvisionnement interne en pétrole. Le déficit de sa balance des paiements s'élève aujourd'hui à 67 milliards de dollars. Or, elle a un besoin urgent de crédits pour développer et moderniser des secteurs entiers de l'économie. Cette restructuration se fera à un certain coût. Il va lui falloir aussi prendre en charge les coûts sociaux nés de ces reconversions, penser aux nouveaux types de relations entre les républiques, quels que soient leurs statuts. Dans chacune de ces sphères, une aide technique, financière, intellectuelle de l'Occident est importante. Il est évident qu'elle ne peut se faire que dans un cadre politique clair, dans un cadre démocratique réel. Il faudra aider l'URSS à négocier ce virage terriblement dangereux qui lui permettra, peut-être, d'arriver à l'économie de marché dans les conditions les moins dramatiques possibles.

Propos recueillis par Monique Grima





Coll. Fondation Jean-Jaurès